

augmenté après l'entrée en vigueur du PTBT.

Ce traité a contribué à ralentir la pollution de l'atmosphère par la radioactivité, et il a réduit les dangers que les retombées nucléaires représentent pour la santé. Il a donc grandement favorisé la protection de l'environnement. Sur le plan national, il a marqué le premier grand succès des avocats de la limitation des armements, dans la mesure où ces derniers ont enfin réussi à l'emporter sur les partisans d'une course effrénée aux armements. Sur la scène internationale, il a enrayé la prolifération des armes nucléaires, et il a ouvert la voie au Traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

LE TRAITÉ DE 1974 SUR LA LIMITATION DES ESSAIS SOUTERRAINS D'ARMES NUCLÉAIRES (TTBT)

Les pourparlers sur l'interdiction complète des essais ont repris après l'entrée en vigueur du PTBT, mais l'accent mis sur les problèmes techniques a empêché la discussion systématique des dispositions d'un nouvel accord. L'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté des résolutions déplorant ou condamnant les essais nucléaires et réclamant leur cessation complète, mais compte tenu des difficultés soulevées, certains ont proposé d'adopter une approche "partielle" en vue d'interdire les essais souterrains d'armes nucléaires. Les États non dotés d'armes nucléaires ont réclamé l'adoption des restrictions transitoires prévoyant la suspension des essais, ou une limitation, voire une réduction de leur nombre et de leur importance jusqu'à l'entrée en vigueur d'un traité d'interdiction complète. Les États-Unis et l'URSS, les deux principales puissances concernées, ont longtemps fait la sourde oreille à ces propositions et demandes jusqu'à l'été de 1974, date à laquelle elles sont revenues sur leur position. Le 3 juillet 1974, elles ont en effet signé un traité bilatéral de limitation des essais souterrains d'armes nucléaires, par la suite appelé Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (TTBT).

La portée des obligations contractées en vertu du TTBT est extrêmement limitée. Les États-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à "interdire, à empêcher et à s'abstenir d'effectuer" toute